

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 89 (1948), p. 228-240

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1948__89__228_0

© Société de statistique de Paris, 1948, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI

CORRESPONDANCE

Lettre de M. L. Galvani à propos de la communication de M. Thionet (1)

Je n'aurais pas cru nécessaire de continuer la discussion commencée par M. Thionet à propos de « l'École moderne de Statisticiens italiens » si, dans sa réplique parue dans le numéro 5-6, mai-juin 1947, du *Journal de la Société de Statistique de Paris*, il n'avait posé quelques questions auxquelles évidemment il désirait une réponse.

Je connais du professeur Wilks, outre ses collaborations au vol. IX, n° 3-4, 1932, et au vol. XIII, n° 2, 1938, de « Metron », la dernière édition (Princeton, 1946) de son cours lithographié *Mathematical Statistics*, dans la préface duquel l'auteur déclare explicitement avoir laissé de côté de nombreux sujets spécialisés. Quoiqu'il s'agisse d'un cours remarquable, je ne crois cependant pas qu'il puisse être considéré comme un texte représentatif de l'École anglo-saxonne, tandis que je suis bien certain que tous considèrent comme tel le traité de M. G. Kendall portant le titre : *The Advanced Theory of Statistics*, vol. I, 2^e édition, 1945, et vol. II, 1946. Dans ces volumes, M. Thionet trouvera souvent cités des travaux de l'École italienne et en particulier ceux de Gini antérieurs à la seconde guerre mondiale (ainsi qu'ils étaient, d'autre part, cités dans les deux traités anglais classiques de Yule et de Bowley), alors que l'on comprend assez bien qu'il n'ait pu tenir compte des ouvrages postérieurs.

En ce qui concerne l'indice δ et d'autres indices descriptifs de la concentration proposés par Gini, je n'avais pas cru nécessaire de dire que la théorie avait été poussée plus loin que sa simple définition, parce que je pense qu'il y a peu de théories ayant eu un plus grand développement que celle-là (voir, par exemple, GINI, *Indici di concentrazione e di dipendenza*, Biblioteca dell'Economista, 5 a. serie, 1910; FURLAN, *Neue Literatur zur Einkommensverteilung in Italien*, Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, 1911; *Variabilità e Mutabilità*, Studi economico-giuridici pubblicati per cura della Facoltà di Giurisprudenza della R. Università di Cagliari, 1912; *Sulla misura della concentrazione e della variabilità dei caratteri*, Atti del R. Istituto Veneto di Scienze, Lettere e Arti 1913-1914; SAVORGNA, *La distribuzione dei redditi nelle provincie e nelle grandi città dell'Austria*, Trieste, 1912; *Intorno all'approssimazione di alcuni indici della distribuzione dei redditi*, Atti del R. Istituto Veneto, 1914-1915; GUMBEL, *Ein Mass der Konzentration bei pekuniären Verteilungen*, Archiv für Sozialwiss. und Sozialpolitik, 58, et *Das Konzentrationsmass*, Allgem. Statist. Archiv 18, 1928; H. von SCHELLING, *Die Konzentration einer Verteilung und ihre Abhängigkeit von den Grenzen des Variationsbereichs*, Metron, Vol. XI, 1934; CASTELLANO, *Recente letteratura sugli indici di variabilità*, Metron, XII, 1935; GUIDOTTI, *Su una interpretazione dell'indice di concentrazione*, Atti della IV e V Riunione scientifica della Società Italiana di Statistica, 1942, etc.).

D'autre part, ces mêmes méthodes commencent à pénétrer aussi en Amérique et l'on pourra voir, par exemple, les *Readings in the Theory of Income Distribution*, selected by a Committee of the American Economic Association, éditées à Philadelphie-Toronto, 1946, et parmi lesquelles est reproduit un article de Mary Jean Bowman (*A Graphical Analysis of Personal Income Distribution in the United States*.)

En ce qui concerne l'identité entre l'indice de Spearman et l'indice quadratique de cograduation, M. Thionet peut consulter GINI, *Indici di concordanza*, Atti del R. Istituto Veneto di Scienze, Lettere e Arti, Tome LXXV, 2^e partie, 1916.

(1) Voir *Journal de la Société de Statistique*, 1947, p. 196 et suiv.

En passant à répondre à une autre de ses questions, je remarque que M. Thionet n'a certainement pas raison de dire que la Statistique théorique de Gini est complètement développée en marge des variables aléatoires, à l'exception d'un « travail de sape » (1). D'abord, à part les applications qu'il en a faites dès 1908 dans le travail sur le sexe au point de vue statistique, Gini a dès 1911 publié ce travail sur la probabilité *a posteriori* (*Considerazioni sulla probabilità a posteriori e applicazione del rapporto dei sessi nelle nascite umane*, Studi economico-giuridici della R. Università di Cagliari, 1911) dont il a donné lui-même alors maintes applications et ensuite des développements remarquables et dont on verra bientôt d'autres importants développements, qui sont déjà en cours d'impression, réalisés par des géomètres italiens. En deuxième lieu, parce que, en discutant, en 1943, des tests de signification (*A proposito dei test di significatività et I test di significatività*, Atti della VI e VII Riunione scientifica della Società Italiana di Statistica, 1943) Gini ne s'est pas borné à une critique négative (2), mais il a procédé à une reconstruction, soit en montrant les hypothèses dans lesquelles est légitime l'inversion de la probabilité dans le cas de grandeurs extensives (« Sulla probabilità inversa nel caso di grandezze a distribuzione costante », Atti, etc.) soit en montrant comment, pour l'inversion du théorème de Bernoulli, on peut faire des hypothèses plus larges que celle des équiprobabilités des causes postulée par Laplace, hypothèses susceptibles d'applications pratiques dans le cas du problème des échantillons (*Sulla probabilità inversa nel caso di grandezze intensive, ed in particolare sulle sue applicazioni a collaudi per masse a mezzo di campioni*, en collaboration avec G. LIVADA, Atti della VI e VII Riunione Scientifica della Soc. Ital. di Statistica, 1943.)

A propos des tests de signification, il est évident qu'un auteur doit être jugé d'après ses propres idées et non pas d'après celles d'autrui. Toute personne ayant lu les travaux de Gini et de Pietra aurait constaté que ce dernier, aussi en ce qui concerne les tests de signification, exprimait ses idées personnelles, et elle aurait, par conséquent, trouvé vraiment « plaisant » (et par ceci je réponds à une autre question de M. Thionet) de dire que le professeur Gini — qui avait plusieurs fois rendu hommage, ainsi que je l'ai montré dans mon exposé précédent, aux mérites des statisticiens anglais — faisait preuve envers eux de « mépris », et ce pour la raison que Pietra doutait de l'utilité des tests de signification.

Et, passant à la question suivante de M. Thionet, je trouve « non moins drôle », mais, peut-être, encore plus drôle ce qu'il écrit à propos d'un travail de Gini « sur le sondage » et de ce qu'en dit M. Neyman (*Journal of the Royal Statistical Society*, 1934). S'il avait lu avec un peu d'attention, non pas même le travail dont il voulait parler, mais au moins celui du professeur Neyman, il se serait aperçu que le mémoire auquel celui-ci se référait était de Gini et Galvani (*Di una applicazione del metodo rappresentativo all'ultimo censimento italiano della popolazione*, 1^{er} dicembre 1921, Annali di Statistica, Vol. IV, 1929), qu'il contenait des contributions personnelles, que la critique de Neyman n'envisageait qu'un côté secondaire de ce mémoire (circonstance en vue de laquelle nous n'avons pas cru nécessaire d'y répondre), et que, enfin, ce mémoire concerne une matière assez différente de celle des tests de signification. Aussi par ce détail M. Thionet fait donc supposer qu'il n'a pas pris directement connaissance des travaux dont il parle, ce qui, dans ce cas au moins,

(1) Si la S. S. P. conserve encore l'original de ma première lettre, M. Thionet pourra constater que j'avais écrit « la plus singulière des inexactitudes » et non « la plus sincère ». Cette faute de l'imprimeur m'a échappé à la revision des épreuves.

(2) Quant à « l'impression », — que M. Thionet écrit en note avoir gardé d'un exposé qui a eu lieu au Séminaire de M. Fréchet, « impression » que M. Gini faisait dire à M. R. A. Fisher ce qu'il n'avait jamais dit, — qu'il me soit permis de la comparer à ce que M. Fréchet lui-même a écrit dans le Rapport sur « l'Estimation statistique des paramètres » présenté à la XXV^e session de l'Institut international de Statistique de Washington (6-18 septembre 1947) : « Dès lors il semblerait que les critiques formulées à l'encontre de la probabilité fiduciaire par d'aussi éminents statisticiens que MM. Serge Bernstein, Gini et von Mises... pourraient s'appliquer au point de vue de M. Fisher et en tout cas s'appliquer certainement aux exposés de plusieurs de ses disciples. »

n'aurait pas dû lui être difficile, même s'il reconnaît n'avoir « ni les moyens ni la formation » pour faire « œuvre d'historien de la Science statistique italienne ».

Je prends également acte de sa déclaration qu'il « est douteux que [ses] propos engagent la responsabilité de la S. S. P. et derrière elle de la France toute entière, bien que [son] auditoire n'ait pas protesté ». Je n'en ai d'ailleurs jamais douté, parce que je connais très bien, indépendamment des rapports personnels, les opinions souvent exprimées par les meilleurs statisticiens français sur l'École italienne de Statistique; et c'est justement pour cela que j'avais relevé que personne d'entre eux n'était intervenu à propos de certaines affirmations de M. Thionet (1).

Les statisticiens italiens ne se formalisent point d'être critiqués, mais, comme tous les hommes de science, ils pensent pouvoir exiger que leurs travaux soient suffisamment connus avant d'être critiqués, et ils se croient en droit de rectifier des affirmations dépourvues de fondement. Quant aux reproches de « réclame », de « propagande », de « mauvais caractère », de « talent d'avocat général », ce sont là des plaisanteries qui ne changent rien à la substance des choses et dont, par conséquent, je ne pense pas devoir m'occuper.

L. GALVANI.

* * *

Lettre de M. Ducassé, à propos de la communication de M. Jarry (2)

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la communication de M. Jarry « Recherches sur les unités de mesure d'un nouveau Contrat social » et je regrette de n'avoir pas pu assister à la réunion au cours de laquelle M. Jarry a exposé sa théorie... Celle-ci me paraît, en effet, présenter un intérêt particulier du point de vue de la théorie économique générale, car les expressions :

$$a_n F'_x + b_n F'_y$$

(où F'_x et F'_y sont les dérivées partielles d'une fonction de « transformation ou d'indifférence ») correspondent en fait à de véritables « ophélimités » élémentaires. Si donc, on admet, comme le fait M. Jarry, l'existence de rapports caractéristiques a_n et b_n pour chaque produit (n) les quotients tels que $\frac{P_n}{a_n F'_x + b_n F'_y} = u_n(t)$ correspondent aux équations d'ophélimité (dites Système A) de Pareto.

La fonction $u(t)$ dont la présentation vectorielle est, par ailleurs, tout à fait originale, met ainsi en évidence une véritable ophélimité concrète $\left(\frac{1}{u(t)}\right)$ de la monnaie. Dans ce cas, on pourrait lever l'indétermination des équations générales de Pareto par l'expression d'une nécessité biologique. Cette condition supplémentaire fournie par $u(r)$ quoique plus expérimentale et plus objective que celle habituellement tirée de la loi circulatoire ne serait pas en contradiction avec cette dernière dont la plasticité fournit toujours une adaptation possible aux équations générales des prix déjà déterminés.

* * *

(1) J'étais justement en train de copier ces notes, lorsque j'ai eu connaissance du n° 9-10, 1947, du *Journal de la Société de Statistique de Paris*, où j'ai vu que la communication de Féron, *Mérites comparés des divers indices de corrélation*, ainsi que la discussion qui l'a suivie, et à laquelle ont pris part le professeur Fréchet et d'autres, estiment à leur juste valeur et apprécient convenablement les contributions de l'École italienne à la méthodologie statistique.

(2) Voir *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1947, p. 227 et suiv.

Lettre de M. Dumas à propos de l'étude de M. Pilé.

La méthode de Dodge et Romig est une méthode rigoureuse de contrôle statistique des fabrications, appliquée depuis de longues années déjà à la « Bell Telephon Company », nous dit M. Gérard Pilé, page 423 du *Journal de la Société de Statistique*, novembre-décembre 1947.

En fait il s'agit d'une épreuve qui, sous un nom tel qu'épreuve de recette sur prélèvement avec contre-épreuve éventuelle, est suivie en France de façon très générale depuis bien avant l'invention du téléphone.

Le général Estienne, en 1903, dans son « Essai sur l'art de conjecturer » (*Revue d'Artillerie*) a étudié cette épreuve, et bien d'autres, du point de vue théorique et, avec son sens aigu de réalisateur et de praticien, il a proposé d'éviter les excès auxquels conduisent les formules par l'introduction de la notion de Marque de fabrique.

Nous avons nous-même repris ces calculs il y a longtemps (*Mémorial de l'Artillerie française*, 1925) et, à cette époque, à l'occasion d'une traduction de notre mémoire (*Guerre et technique*, n° 10 de 1928), le professeur russe Grodski avait bien voulu marquer de façon claire notre priorité (qui n'était que relative puisque le général Estienne nous avait devancé) dans ce domaine.

Sans doute donc serait-il juste de ne pas retenir l'expression de M. Pilé d'après laquelle la méthode en cause ici aurait été « à peu près inconnue en France ».

Maurice DUMAS,
Ingénieur en chef de l'Artillerie navale.

VII

BIBLIOGRAPHIE

La Monnaie et les systèmes monétaires, par Bertrand NOGARO, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1945, 251 p.

M. Nogaro a publié, en 1924, un ouvrage intitulé *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, qui constituait la somme de vingt années de recherches personnelles sur les principales expériences monétaires que le monde avait vécues. L'ouvrage qui paraît aujourd'hui, sous un titre un peu différent, et qui constitue le volume VII de la collection *L'Économie politique contemporaine* (collection dont M. Nogaro assume d'ailleurs la direction), n'en est point une réédition. Il s'agit d'une œuvre nouvelle, conçue dans un esprit tout différent. L'auteur se propose en effet de traiter, cette fois, l'ensemble du problème économique de la monnaie, c'est-à-dire de donner à son ouvrage un tour didactique que n'avait pas le précédent.

Ce nouvel ouvrage est divisé en trois parties.

La première, consacrée à la technique monétaire, est caractérisée par un très gros effort dans la définition des concepts et par une analyse minutieuse des mécanismes monétaires. On retiendra particulièrement la distinction qui est faite entre le stock monétaire et la circulation monétaire, expressions respectives de la masse monétaire considérée soit dans l'instantané, soit dans le temps. La notion de vitesse

de circulation de la monnaie en découle, qui n'est autre que le rapport mathématique des deux concepts précédents. Quelques pages, très denses, décrivent la création, le rôle et la nature de la monnaie scripturale. Puis les principaux systèmes monétaires sont passés en revue, un aperçu général de leur fonctionnement est donné et cette première partie se termine sur une description détaillée du mécanisme réel du change.

L'histoire monétaire fait l'objet de la deuxième partie. M. Nogaro reprend l'étude des grands phénomènes monétaires analysés dans son précédent ouvrage et l'étend en particulier aux expériences contemporaines et aux monnaies coloniales.

La dernière partie est consacrée à la théorie de la monnaie. M. Nogaro montre en quoi la théorie classique, qui repose sur cette proposition : « La monnaie est une marchandise et sa valeur varie en raison inverse de sa quantité », est incapable de rendre compte des phénomènes économiques réels. La monnaie fut, sans doute, une marchandise, à l'origine, mais l'institution de la frappe libre a placé le marché de cette marchandise sous un régime très particulier : ce n'est plus un marché de concurrence mais un marché organisé car la marchandise-monnaie jouit désormais d'un débouché illimité à taux fixe. Quant à la théorie quantitative, elle apparaît inacceptable sous la forme rigide qu'on lui prête encore trop souvent et ne se vérifie que « dans la mesure où l'action exercée sur la demande des marchandises et services par une variation de la quantité de monnaie disponible, au cours d'une certaine période, dépasse l'action qu'elle peut exercer sur la production, et, partant, sur l'offre, au cours de la même période ». De l'analyse des faits monétaires M. Nogaro dégage une « théorie positive de la monnaie ». L'étude du fonctionnement du bimétallisme conduit M. Nogaro à cette idée que la monnaie n'est pas une marchandise mais un bien *sui generis* qui peut ne consister que dans un signe représentatif de l'unité de compte. Les phénomènes monétaires sont, pour une très large part, des phénomènes de change et la stabilité de la valeur d'une monnaie est liée avant toute chose à sa convertibilité. L'existence d'un mécanisme de convertibilité efficace rend en particulier concevable un système parfaitement rationnel de papier monnaie.

L'un des plus grands mérites de ce nouveau livre de M. Nogaro est sans doute de réintégrer la théorie de la monnaie dans la théorie économique générale. Certains auteurs avaient cru, en effet, en la possibilité de dissocier les phénomènes économiques des phénomènes monétaires, admettant par là l'existence d'une « économie réelle » distincte de l'« économie monétaire ». Pour un Walras comme pour un Bohm Bawerk ou un Wicksell la monnaie ne serait qu'un « voile ». M. Nogaro montre en quoi cette conception est inacceptable. Il n'y a pas deux économies, réelle et monétaire, mais une seule, et une théorie de la monnaie dégagée de son substratum économique ne saurait rendre compte des phénomènes réels.

Mais de l'ouvrage de M. Nogaro se dégage un autre enseignement, d'une portée plus générale encore. Cet enseignement a trait à la méthode même de travail de l'économiste. Le plan qu'adopte M. Nogaro : Technique, Histoire, Théorie, est le reflet de cette méthode. D'abord définir les concepts et connaître les institutions. Puis observer les faits, passés ou présents, en recourant à l'histoire. Puis des faits passer à la théorie, de l'observation à la déduction. La méthode est à la fois une et éclectique. M. Nogaro n'hésite pas à recourir aux mathématiques pour définir un concept lorsque ce concept est, par nature, mathématique (vitesse de circulation de la monnaie). Il en appelle à l'observation, à l'histoire et à la statistique pour rassembler les données de fait. Puis, de l'analyse patiente et méticuleuse des faits il passe à la synthèse, de l'histoire des faits aux plus hauts sommets de l'abstraction.

Sa méthode fait de cet ouvrage un ouvrage de science, dans l'acception la plus parfaite de ce terme. La précision des définitions, la concision du style, la rigueur des déductions font penser à quelque traité de physique ou de physiologie et font figurer M. Nogaro au rang des maîtres les plus éminents de cette « école française contemporaine », illustrée déjà par les Simiand, les Rist et les Aftalion.

Michel BRODSKY.

* * *

Coopératives agricoles, par M. CRAMOIS, directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole. Publication du Centre national d'Informations économiques, Paris, 1947.

L'auteur trace d'abord un historique de la coopération, il montre *pourquoi et comment* le paysan français est devenu coopérateur.

Le mouvement coopératif, en agriculture, est né, non d'un plan d'ensemble, mais d'initiatives isolées, filles de la nécessité.

La coordination représentée par les Unions de Coopératives n'est venue que récemment, la nécessité de se grouper au second degré, pour mieux défendre ses intérêts n'étant apparue que plus tard.

On distingue les coopératives agricoles, selon leur but, en :

Coopératives de production ou de transformation; coopératives de conservation ou de vente; coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement; coopératives d'utilisation de matériel en commun; unions de coopératives.

On trouvera, dans cet ouvrage, des renseignements chiffrés intéressants, sur la structure, le nombre et l'importance des coopératives dans un certain nombre de pays. En ce qui concerne la France, parmi tant de renseignements très intéressants, signalons surtout les données chiffrées.

En quarante ans, le nombre des caves coopératives est passé de 13 à 872 et leur capacité totale de logement de 120.000 hectolitres à 15 millions d'hectolitres.

En vingt-cinq ans, de 1920 à 1945, le nombre des coopératives de stockage de céréales est passé de 12 à 1.000, malgré certains regroupements suivis de fusions.

Leur capacité de logement est passée de 5.000 quintaux à 22.825.000 quintaux. Elles groupent 1.300.000 producteurs (soit environ 75% du nombre des producteurs de céréales) et leurs opérations ont porté en 1943-1944 sur 37.500.000 quintaux.

Le mouvement coopératif paraît aller en s'accéléérant puisque malgré une tendance à la concentration par fusion de trop petites coopératives, leur nombre total est passé :

- de 1908 à 1920, en douze ans, de 2.200 à 2.825;
- de 1920 à 1939, en dix-neuf ans de 2.825 à 7.420;
- de 1939 à 1947 en huit ans, de 7.420 à 13.000.

L'auteur consacre un chapitre au régime légal et un autre chapitre au régime fiscal des coopératives agricoles.

Trois chapitres sont consacrés à l'économie des coopératives agricoles. L'auteur étudie d'abord les conditions qui justifient la création d'une coopérative (possibilités de la production, possibilités d'écoulement, risques de concurrence). Il parle ensuite des études techniques et financières préliminaires.

Un chapitre spécial est consacré à l'administration des coopératives : assemblée générale, organisation des services, rémunération du personnel, etc...

Enfin l'auteur conclut son très intéressant ouvrage en montrant la nécessité d'un équipement coopératif de l'agriculture.

H. BROUSSE.

* * *

Unità Mediterranea, par M. Felice VINCI, Milan, 2^e édition, 1946.

Le statisticien italien bien connu, Felice Vinci, a publié un ensemble d'études, fort intéressantes, sur les pays que baigne la Méditerranée, sous le titre *Unità Mediterranea*. Les chapitres 1, 2, 3, ne comportent aucun tableau statistique et traitent de questions historiques et politiques, Les chapitres 4 à 9, occupés par les questions

démographiques et surtout économiques contemporaines contiennent 41 tableaux réunissant les données statistiques existantes sur les pays méditerranéens. Enfin le chapitre 10, qui est la conclusion de l'ouvrage, ne comporte qu'un tableau, résumé ci-dessous, et est essentiellement politique.

Distribution des peuples européens suivant la langue parlée en 1935-1936 (1).

Peuples	Nombre approché d'individus
Néolatins	137.500.000
Germaniques.	147.800.000
Slaves.	172.500.000
Albanais, Turcs, Basques, Celtes, Grecs, Hongro-Finois, etc., etc.	39.585.000
	517.385.000

Nous n'avons pas lu la première édition du livre de M. Vinci. Il est seulement assez frappant de constater qu'à part ses dernières pages, où s'exprime l'espoir d'une entente solide de l'Italie avec la Grande-Bretagne travailliste et la France socialiste, ce livre présente l'allure d'un pamphlet assez violent contre la « perfide Albion ». L'ensemble en est d'ailleurs plein d'intérêt; mais nous laissons évidemment à l'auteur la responsabilité de ses vues.

Au chapitre 1, il est rappelé que le climat et les autres conditions physiques particulièrement favorables à la vie humaine, à la navigation, à la civilisation firent éclore en Méditerranée une culture commune à tout le Bassin et empêchée par les obstacles naturels (montagnes, déserts) de s'étendre un peu loin en dehors de celui-ci.

Avant les civilisations hellénique et phénicienne, des savants pensent qu'une civilisation égéenne couvrit tout le bassin; et il existe des signes d'une civilisation agricole commune à tous les peuples riverains : assolement biennal, emploi du bœuf (non du cheval) comme animal de labour, manière de battre le blé pour séparer le grain de la paille, etc... M. Vinci paraît penser que les peuples de Méditerranée auraient conservé une certaine nostalgie de cette unité première comme d'un paradis perdu, et qu'ils aspireraient encore aujourd'hui à son retour après que cette aspiration ait été à l'origine des luttes incessantes que l'Histoire rapporte.

Il lui semblerait alors que la Grande-Bretagne aurait sacrifié à son égoïsme les intérêts des peuples du Bassin, les tenant tous plus ou moins en tutelle et les poussant à se battre entre eux et à s'affaiblir mutuellement, tandis qu'elle-même devenait la première puissance méditerranéenne (avec Gibraltar, Malte, Chypre, etc...).

Les chapitres 2 et 3 nous conduisent précisément, d'un pas rapide, de l'Antiquité à la fin de la Première Guerre mondiale à travers les événements historiques, plus proprement méditerranéens : les guerres puniques, luttes pour l'hégémonie en Méditerranée; l'Empire romain avec le mélange et même la collaboration des anciens opposants. L'Église romaine, étendant son empire au moment où l'unité politique se disloquait; puis les invasions Arabes, avec l'aide des Berbères convertis à l'Islam, s'étendant sur tout le littoral sud. Ce sont les Arabes qui auraient apporté dans les pays méditerranéens les citrons, les oranges, le safran, la canne à sucre, le coton, le ver à soie, etc...

Puis survinrent les Croisades (avec l'installation des Normands en Sicile), les guerres du Cid contre les Maures, la lutte à mort entre Gênes et Venise, l'empire latin d'Orient, la domination de Venise sur une grande partie de la Méditerranée orientale, les expéditions françaises en Grèce et plus tard en Italie où elles luttaient contre l'influence espagnole, pendant que les Turcs, venus d'Asie centrale, s'étendaient sans cesse. Ainsi la Méditerranée se trouve-t-elle au xvi^e siècle partagée entre les Turcs (bassin oriental) et les Espagnols (bassin occidental).

Sans doute la France ne cessa-t-elle de chercher à dominer les Espagnols (ou les « Impériaux ») en Italie ou sur mer (sans oublier les expéditions contre les pirates

[1] D'après R. ALMAGIA, *L'Europa in generale* (Turin, 1939).

barbaresques). Mais ces efforts français de domination en Méditerranée ne présentent plus le même intérêt à partir du xvi^e siècle, car de cette époque date la découverte de l'Amérique et des nouvelles voies maritimes, c'est-à-dire le fait capital qui détrône la Méditerranée, jusqu'ici centre du monde connu. Le trafic se transporte ailleurs, les Hollandais (affranchis du joug espagnol), puis les Anglais conquièrent une place essentielle en Europe; ceux-ci finissent par donner l'assaut à la France de Louis XIV et s'installent, en 1704, à Gibraltar devenant ainsi puissance méditerranéenne.

On voit alors le bassin se morceler, le duché de Savoie obtenant la Sardaigne et s'érigeant en royaume, les branches des Bourbon de France et d'Espagne se scindant, les Espagnols abandonnant aux Habsbourg leur domination en Italie; ces faits résulteraient d'une politique habile (« diviser pour régner ») de l'Angleterre. On comprend de même que, pour qui regarde avec nostalgie vers l'unité méditerranéenne de l'Empire romain, l'échec de l'entreprise napoléonienne, essentiellement causé par l'entêtement anglais, soit tenu également pour néfaste aux intérêts du Bassin. L'affaiblissement de la Turquie, sous les coups des appétits de la Russie et de l'Autriche comme des soulèvements intérieurs, serait également imputable à l'Angleterre, cependant que l'installation française sur le littoral sud (Algérie, Tunisie) ne se faisait que malgré elle. De même l'unité italienne naissait des inimitiés entre les grandes puissances.

L'ouverture du canal de Suez ouvre une nouvelle phase dans l'histoire du Bassin, y ramenant le trafic maritime qui en était parti au xvi^e siècle mais ne restaurant pas l'activité économique générale. Cette entreprise française se fit malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, qui, ultérieurement, s'installait en Égypte pour garder cette nouvelle « route des Indes ». La Méditerranée devenait à cette époque le point de rencontre des convoitises des grandes puissances (l'Allemagne en dernier lieu) à mesure que s'affaiblissait « l'homme malade ». Enfin la Grande Guerre devait amener l'installation britannique en Palestine, Transjordanie, Irak, sa prédominance sur le monde arabe et son influence encore plus grande que par le passé en Grèce et en Turquie.

Le reproche principal adressé par M. Vinci à cette domination, à cette unité méditerranéenne sous le joug anglais, est d'ailleurs de s'être faite en multipliant les rivalités entre les peuples avec leurs intérêts antagonistes et leurs aspirations particularistes et d'avoir toujours tendu à étouffer le Bassin au lieu de le faire prospérer. Et l'auteur porte d'ailleurs la même accusation contre la politique britannique vis-à-vis de l'Europe continentale et particulièrement de l'Allemagne; sans oublier l'accusation d'avoir accaparé les plus riches sources de matières premières du monde. Et c'est là précisément que les statistiques viendront à l'appui de la thèse, dans les chapitres 4 à 9.

Le chapitre 4 se rapporte à la période précédant 1914. Les tableaux font ressortir l'excédent démographique des pays méditerranéens, leur manque de charbon et de fer, (et malgré tout le nombre des sociétés italiennes, par actions et l'importance de l'industrie cotonnière italienne) leur pauvreté relative en cheptel (sauf les caprins) et la faiblesse relative de leur commerce, enfin les mouvements migratoires vers les États-Unis, le Canada, le Brésil et l'Argentine.

Bien que la France ait une « façade » sur la Méditerranée, les pays en question sont plus spécialement : l'Italie, l'Espagne, le Portugal (?), la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro, la Grèce, la Turquie d'Europe et d'Asie.

Le chapitre 5 concerne la période allant de la Première Guerre mondiale à la Crise économique mondiale. Durant ces années les États européens s'épuisent dans une guerre qui est l'occasion pour les pays neufs d'accroître sensiblement leurs exportations, comme le montre le tableau suivant de M. Vinci.

Exportations et réexportations	Millions de dollars	
	1913	1928
États-Unis.	2.484	5.129
Royaume-Uni	3.089	4.107

		Indice correspondant	
		1913	1928
États-Unis :	valeur.	100	206
	prix.	100	140
Royaume-Uni :	valeur.	100	133
	prix.	100	140

La Grande-Bretagne traverse une crise dont toute la Méditerranée se ressent. Le commerce de l'ensemble du Bassin méditerranéen en 1928 (France métropolitaine exclue) est inférieur à celui de l'Allemagne; il dépasse à peine celui de la France.

Enfin les émigrations sont partout suspendues par de nouvelles réglementations alors que le Bassin connaît un excédent de naissances sensiblement égal à celui de 1911-1913.

La période allant jusqu'à la seconde guerre mondiale est traitée dans les chapitres 6, 7 et 8. Le premier est consacré à la crise qu'a traversée le Bassin de 1929 à 1935, notamment en matière agricole. Le second est relatif à la persistance de la crise et aux tendances autarchiques (des nations comme l'Allemagne, des systèmes comme le Commonwealth britannique, et enfin de tous les États méditerranéens). Quant au dernier, il concerne les réalisations économiques auxquelles les divers pays du bassin sont parvenus. Pour l'Italie il s'agissait souvent de réduire le plus possible les importations et en même temps d'accroître la production; l'activité de l'industrie s'est sensiblement accrue durant cette période; sur le point particulier des transports, l'électrification (entraînant une économie de charbon) s'est considérablement accentuée; cependant que le trafic avec les autres pays méditerranéens augmentait sensiblement. En Turquie, en Grèce, en Yougoslavie, le développement de l'industrie fut considérable, mais on ne doit pas négliger le rôle des capitaux anglais, investis en vue de provoquer ce développement. Après avoir examiné le cas des autres pays, Vinci dresse un tableau permettant de comparer les ressources en céréales des divers états du Bassin (France comprise) en 1928, en 1935 et en 1938.

Le chapitre 9 est une étude démographique du Bassin; on y traite des problèmes raciaux, de la composition de la population de l'Afrique du Nord (du Maroc à l'Égypte), des migrations d'Italiens et de l'action de l'Italie pour défendre la langue italienne hors de ses frontières, de l'excédent démographique du Bassin (sauf pour la France), des minorités musulmanes et hébraïques, du peuplement en grandes villes. Il est calculé que, sur 184 millions d'habitants avec la France méditerranéenne (210 avec la France entière), le Bassin méditerranéen ne comprenait en 1938 qu'un million et demi d'Israélites et quarante millions huit cent mille Musulmans. Une étude spéciale de la population italienne, faite à titre d'exemple, montre, notamment, que le taux d'accroissement de la population est deux fois plus fort en Italie méridionale qu'en Italie septentrionale.

Enfin au chapitre 10 sont évoquées les perspectives d'avenir de l'unité méditerranéenne. M. Vinci considère que l'Italie a obtenu dans sa péninsule les meilleurs résultats parmi tous les pays du Bassin; il s'efforce de justifier l'entreprise faite en Éthiopie à une époque, dit-il, où chacun voulait vivre en autarchie sur de grands espaces. A présent le monde méditerranéen a besoin de coordination interne et de coordination avec l'Europe Nord-Ouest et le monde, afin de devenir un lieu d'intense activité, où chacun de ses nombreux enfants trouvera à travailler. L'auteur envisage une mise en commun de ressources économiques et même financières entre États du même groupe, afin de pourvoir au fur et à mesure aux besoins collectifs; mais il demande surtout des solutions raisonnables et efficaces. Et il rapproche ses idées de celles qui ont été exprimées en Grande-Bretagne et en France vers 1945 sur la possibilité d'une entente régionale en Méditerranée et en Europe du Nord-Ouest, ce qui reconstituerait à ses yeux l'Empire romain des meilleurs jours.

P. THIONET.

Économie et intérêt, par M. ALLAIS, ingénieur en chef du Corps des Mines, professeur d'Économie générale à l'École nationale supérieure des Mines de Paris, Imprimerie Nationale, Paris, 1947, 2 vol.

Cet ouvrage, composé de deux volumes, traite d'un des problèmes les plus importants et les plus difficiles de l'économie : le problème de l'intérêt. L'auteur rappelle d'abord les bases de la théorie de l'Intérêt en y ajoutant de larges compléments (Chap. I à V); il montre ensuite le rôle du taux de l'intérêt dans la gestion économique et apporte d'importantes corrections à la théorie classique suivant laquelle optimum de satisfaction et équilibre concurrentiel coïncident (Chap. VI et VII). Puis l'auteur étudie le mécanisme qui lie la variation du taux de l'intérêt à l'évolution économique; il présente une théorie synthétique de l'intérêt, des prix et de la monnaie — qui ordonne et rend cohérents les résultats obtenus par les économistes classiques et ceux des écoles modernes, enfin il en dégage les grandes lignes d'une nouvelle théorie des cycles économiques (Chap. VIII). Cet exposé fait, l'auteur explique (Chap. IX) pourquoi il existe un intérêt du capital et examine dans quelle mesure cet intérêt est justifié. Il met notamment en évidence les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter aux conditions de structure actuelles pour que puisse être atteint l'optimum dégagé au chap. VII. Dans le 10^e et dernier chapitre l'auteur présente une vue générale des résultats obtenus, montre comment il faut les interpréter et indique la portée pratique que comportent ces résultats pour l'action économique.

Par souci d'une logique rigoureuse, M. Allais use du raisonnement mathématique. De ce fait la majeure partie de l'ouvrage s'adresse aux personnes familiarisées avec ce mode de raisonnement. Cependant le chapitre X est écrit sans aucun calcul et dans le langage ordinaire, de sorte que la portée philosophique de l'ouvrage est accessible à tous.

La lecture complète des deux volumes est difficile et demande une grande attention. C'est là la rançon de la rigueur scientifique que M. Allais a entendu leur donner.

Tous ceux qui sont au courant des travaux importants qu'à déjà faits l'auteur savent que celui-ci est un adepte fervant de l'économie mathématique à laquelle, en peu d'années, il a déjà fait faire de grands progrès. Il faut souhaiter que le nouveau travail de M. Allais retienne l'attention, non seulement des nombreux spécialistes des problèmes économiques, mais encore de tous ceux qui ont à prendre des décisions économiques engageant l'avenir.



Postwar Problems of migration, publication du Milbank Memorial Fund, New-York, 1947.

Au mois d'octobre 1946, une conférence se réunissait à New-York sous les auspices du Milbank Memorial Fund. Son objet était le problème des migrations dans l'après-guerre, qui mérite en effet une attention particulière du fait que le déséquilibre des populations, créateur d'un potentiel de migrations, est lui-même un des éléments du déséquilibre économique. De plus un des cas particuliers de ce problème permanent se posait et se pose encore de façon aiguë et urgente : celui des réfugiés et des personnes déplacées. De cette conférence, ne nous sont pas parvenues les discussions auxquelles participèrent des invités étrangers (pour la France MM. Sauvy et Vincent), mais les onze rapports de démographes américains qui en furent le centre.

Ces mémoires de Irène B. Taeuber, Kingsley Davis, Dudley Kirk, Carter Goodrich, E. P. Hutchinson, Warren S. Thompson, Maurice R. Davie, Conrad Taeuber, Henry S. Shryock Jr, Ira de A. Reid, Philip M. Hauser et Hope T. Eldridge, sont répartis en trois groupes. Le premier a trait aux aspects mondiaux du problème, le second à l'immigration aux États-Unis et le dernier aux migrations à l'intérieur même de ce pays.

Il n'est pas possible ici de rendre compte de chacune de ces études qui elles-mêmes présentent sous une forme concise le résumé de travaux importants entrepris par le Bureau du Censu ou d'autres organismes publics ou privés. Cependant le lecteur ne peut qu'être frappé par l'unité de leurs conclusions. Alors que les potentiels de migration s'accroissent dans la population européenne, qui, en proie à des difficultés matérielles et morales, semble fascinée par la vie des pays qui n'ont pas été touchés par la guerre ou en ont le moins souffert, alors que ces derniers eux-mêmes semblent désirer l'apport d'une main-d'œuvre susceptible d'accroître encore l'avantage que l'effondrement de l'Europe leur a permis d'acquérir, l'établissement de mouvements importants de migration apparaît peu probable. C'est que, d'une part, les gouvernements des États d'où pourrait naître l'émigration s'y opposent en général, aussi bien pour des raisons de prestige que pour des motifs d'équilibre économique intérieur, et que, d'autre part, les États qui sollicitent l'immigration désirent la diriger dans des voies bien déterminées qui répondent le plus souvent assez mal aux désirs et à la qualité des migrants. La crainte de dépasser un optimum de population, d'abaisser le niveau de vie à l'intérieur du pays et la volonté de voir les immigrants occuper les emplois dont les nationaux ne veulent plus parce que trop pénibles ou trop mal rémunérés, ont donné naissance à une législation de contingentements et de discriminations qui crée, pour les déplacements humains, les mêmes difficultés que les réglementations douanières pour la circulation des marchandises. En France même, la politique d'immigration réalisera difficilement la synthèse entre deux désirs en partie contradictoires, celui de recruter une main-d'œuvre abondante afin de hâter la reconstruction et celui de n'introduire dans notre population que des éléments de qualité.

Durant ce temps l'Europe connaît la tragédie de populations déracinées qui n'ont pas la possibilité de regagner leurs pays d'origine ou s'y refusent, et l'Asie des moussons voit se gonfler des populations que les progrès de l'hygiène et des moyens de communication ont privées en partie du terrible exutoire de la maladie et de la famine.

Tel est le problème exposé par cette série d'études fortement charpentées. On pourrait regretter de ne pas trouver énoncés également les éléments de sa solution si on ne devait justement louer les auteurs de la prudence et de la réserve dont ils ont fait preuve en restant dans le cadre de leur science. C'est à d'autres qu'il convient de se pénétrer des enseignements de telles études.

A. NÉEL.

VIII

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

DU 1^{er} AVRIL AU 15 MAI 1948

I. — Complément à la liste des publications périodiques. (Périodicité inférieure à une année.)

FRANCE ET COLONIES.

Bulletin économique de l'Indochine.	Statistique générale de l'Indochine.	Mensuel.
-------------------------------------	--------------------------------------	----------

ALLEMAGNE.

Bulletin statistique.	Direction générale de l'Économie et des Finances (G. M. Z. F. O.).	Mensuel.
-----------------------	--	----------

ARGENTINE (République).

Informaciones argentinas.	Ministère des Relations extérieures.	Trimestr.
---------------------------	--------------------------------------	-----------

AUTRICHE

Statistische Vierteljahrshefte.		Trimestr.
---------------------------------	--	-----------

ÉTATS-UNIS.

Studies in Business and Economics.	University of Maryland.	Irrégul.
------------------------------------	-------------------------	----------

HONGRIE.

Bulletin de l'Institut hongrois de recherche économique.	Institut hongrois de recherche économique.	Trimestr.
--	--	-----------

INDES.

Monthly Survey of Business Conditions.	Office of the Economic Adviser.	Mensuel.
--	---------------------------------	----------

ITALIE.

Annali dell' Istituto di Statistica.	Université de Bari.	Annuel.
--------------------------------------	---------------------	---------

POLOGNE.

Tableaux statistiques.	Institut polonais de recherche économique.	Mensuel.
------------------------	--	----------

PORTUGAL.

Revista de Economia.		Trimestr.
----------------------	--	-----------

II. — Publications annuelles et autres publications officielles.

FRANCE ET COLONIES.

Martinique et Nouvelle-Calédonie. Résultats du recensement (Bulletin mensuel de Statistique d'outre-Mer, suppléments n ^{os} 5 et 6).	1946.	2 fasc.
---	-------	---------

AUSTRALIE.

New South Wales Register. Part. 1. Finance and local Government.	1945-1946.	1 fasc.
--	------------	---------



AUTRICHE.

Statistisches Jahrbuch der Stadt Linz. 1946. 1 vol.

CANADA.

Annuaire statistique de Québec. 1947. 1 vol.

DANEMARCK.

Causes de décès. 1946. 1 fasc.
Élections au Folketing. 28 octobre 1947. 1 vol.
Usines électriques. 1945-1946. 1 vol.

ESPAGNE.

Anuario estadístico (zona de Protectorado y de los territorios de soberanía de España en el Norte de Africa). 1942 à 1946. 6 vol.
Censo de la Poblacion. Tomes 1 et 17. 1940. 2 vol.
Movimiento de la Poblacion. 1942 et 1944. 2 vol.
Tablas de Mortalidad de la Poblacion española. 1930-1931. 1 vol.

ÉTATS-UNIS.

Census of Agriculture. Vol. II. Statistics by Subjects. 1945. 10 vol.
States finances. Compendium. 1946. 1 vol.
Statistical Abstract. 1947. 1 vol.

FINLANDE.

Assistance sociale des Communes. 1941-1943. 1 vol.
Banques commerciales et établissements hypothécaires. 1947. 1 vol.
Compte rendu de l'état de l'Assurance. 1946. 1 vol.
Finances des communes rurales. 1942 à 1945. 1 vol.

INDE.

Guide of Current official Statistics. 1945. 2 vol.
Review of the trade of India. 1943-1944. 1 vol.

MAROC.

Tableaux de statistique graphique marocaine. 1947. 1 vol.

NORVÈGE.

Revenu national (chiffres provisoires). 1945-1947. 1 vol.
Statistique de l'Alcool. 1946. 1 vol.
Superficies agricoles, élevage du bétail, récoltes. 1946. 1 vol.

SUISSE.

Impôt de guerre (Canton de Schaffouse). 1945. 1 vol.
Subventions fédérales et parts légales. 1944-1945. 1 vol.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Commerce extérieur. Mai-décembre 1945. 1 vol.
Statistiques du bétail. 1946. 1 fasc.
Statistiques de l'enseignement. 1946-1947. 3 fasc.